

Bolivie : échec de la contre-révolution conservatrice

Pablo Stefanoni

Numéro 812, printemps 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/95326ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Stefanoni, P. (2021). Bolivie : échec de la contre-révolution conservatrice. *Relations*, (812), 34–36.



BOLIVIE : ÉCHEC DE LA CONTRE-RÉVOLUTION CONSERVATRICE

Le retour au pouvoir du Mouvement vers le socialisme, après en avoir été chassé, a eu l'effet d'une véritable bombe politique en Bolivie. Le parti d'Evo Morales a réussi à se régénérer, malgré ses erreurs et la répression du gouvernement transitoire de Jeanine Áñez.

Pablo Stefanoni*

L'auteur, rédacteur en chef de la revue *Nueva Sociedad* et ancien directeur de l'édition bolivienne du *Monde diplomatique*, a publié plusieurs ouvrages sur la Bolivie et sur la gauche en Amérique latine

Lors des élections du 18 octobre dernier en Bolivie, une victoire du Mouvement vers le socialisme (MAS), le parti d'Evo Morales, était certes envisageable – sondages à l'appui –, mais personne n'avait anticipé qu'elle serait d'une telle ampleur. Le MAS, en effet, a obtenu plus de 55% des voix. Cette force politique d'origine paysanne a remporté de nouveau la présidence avec une majorité dans les deux chambres et 26 points d'avance sur son plus proche concurrent, la Communauté citoyenne de l'ex-président de centre droit, Carlos Mesa. Que s'est-il donc passé pour que le MAS se remette aussi rapidement de sa chute de 2019, lorsqu'il a dû abandonner le pouvoir à la suite de violentes manifestations et d'une quasi-absence de mobilisation de sa base sociale? Qu'est-ce qui explique qu'avec près d'un an pour se préparer, le bloc anti-MAS n'ait pas réussi à mettre en place une alternative crédible?

Une réforme constitutionnelle mal reçue

La campagne électorale de 2019 a été bien différente de celles de «l'ère Evo». En effet, Evo Morales était sorti vainqueur des élections de 2009 et de 2014 avec, à chaque fois, plus de 60% des voix. En 2014, il avait même triomphé dans la région agro-industrielle de Santa Cruz, épice de



l'opposition à son gouvernement. Le pays semblait s'être «dépolarisé». Même dans le milieu des affaires, on estimait que Morales était la meilleure option pour maintenir les bons résultats macroéconomiques du pays (bonne croissance du PIB, stabilité monétaire, inflation contrôlée, essentiellement). Encouragé par ce climat politique favorable, le président bolivien s'est donc lancé, peu de temps après les



" En tant que Québécoise d'origine palestinienne, je suis solidaire avec le peuple de mes ancêtres et je réclame leur droit à l'autodétermination. "

Ruba Ghazal
Députée de Mercier
1012 Mont-Royal E., #102
Montréal, Qc, H2J 1X6





élections de 2014, dans une campagne référendaire. L'objectif: réaliser une réforme constitutionnelle qui mettrait fin à la limite de deux mandats présidentiels consécutifs prévue dans la Constitution, afin de briguer un troisième mandat aux élections de 2019. Mais cette fois, la réponse de la population fut différente: l'électorat rejeta de justesse le projet de réforme lors du référendum du 21 février 2016, avec 51,3% pour le « non » et 48,7% pour le « oui », le « non » s'imposant dans six des neuf départements du pays.

Le gouvernement tenta alors de contourner le résultat du référendum au moyen d'un arrêt de la Cour constitutionnelle plurinationale qui, sur la base d'une interprétation douteuse du Pacte de San José sur les droits humains, déclara inconstitutionnel l'article de la Constitution qui empêchait un troisième mandat présidentiel consécutif. C'est alors que l'opposition commença à se mobiliser à travers les réseaux sociaux et à descendre dans la rue, avec comme cri de ralliement « La Bolivie a dit non », pour réclamer le respect du résultat référendaire. Pour la première fois, elle rassemblait des personnes de droite mais aussi de gauche, plusieurs pensant que le MAS devait chercher un nouveau candidat et Morales s'éclipser durant au moins cinq ans – la Constitution autorisant des réélections non consécutives.

Cet épisode explique que la campagne présidentielle du MAS, en 2019, ait été celle qui a suscité le moins d'enthousiasme populaire depuis 2005. L'opposition, pour sa part, opta pour la tactique du « vote utile » en se ralliant à la candidature de Carlos Mesa, ce qui permit de mobiliser plus de gens que les fois précédentes. Le climat électoral devint tendu et empreint de suspicion. Tout le monde s'attendait à ce que l'opposition déclare frauduleux tout résultat qui donnerait la victoire au MAS, qu'il y ait eu ou non des irrégularités.

La controverse provoquée par la décision jamais clairement justifiée du Tribunal électoral de suspendre le décompte rapide des votes – réalisé grâce à un système informatique permettant d'avoir des résultats préliminaires –, n'a pas aidé à apaiser les esprits ni à convaincre de la transparence du scrutin, qui a accordé de justesse à Morales la majorité nécessaire pour éviter un second tour. Les mobilisations, déjà très fortes dans les municipalités de Santa Cruz, se sont répandues rapidement dans tout le pays, donnant lieu à ce qu'on a appelé la Révolution des *pititas*, en raison des ficelles et des cordes qui servaient à bloquer les rues. Les demandes pour un second tour ont vite fait place à un appel à la démission de Morales. Les propositions radicales du leader régional de Santa Cruz, Luis Fernando Camacho, ont alimenté la dérive des protestations vers la droite, ce dernier adoptant très vite un discours anti-communiste primaire et appelant au retour de la religion dans le Palais de gouvernement.

La mutinerie de la police bolivienne (extrêmement perméable au climat de tensions politiques et sociales) a accentué la crise. La base sociale et syndicale du MAS n'est pas parvenue à se mobiliser et la rue est restée aux mains de l'opposition, toujours plus revendicatrice. C'est alors que la structure de pouvoir du MAS a implosé. La Centrale ouvrière bolivienne, d'abord, suivie des militaires, a exigé la démission du président. L'Organisation des États américains,

qui avait dans un premier temps avalisé la candidature de Morales, a porté le coup de grâce en publiant un rapport précipité signalant des irrégularités dans le décompte des voix¹. Emportés par la crise, Morales et le vice-président Álvaro García Linera se sont réfugiés dans le bastion du MAS – la région du Chapare, productrice de coca –, avant de finalement démissionner et de fuir le pays d'abord au Mexique, puis en Argentine. Les présidents du Sénat et de la chambre des députés du MAS ont démissionné à leur tour. C'est ainsi que la sénatrice Jeanine Áñez, faisant appel à une jurisprudence plutôt douteuse, a été nommée présidente par intérim, avec le soutien des Forces armées.

Le gouvernement de transition

Plus qu'un coup d'État planifié, on peut voir dans cet épisode une sorte de « contre-révolution » qui a impliqué divers secteurs. Ce qui aurait dû être un gouvernement de transition s'est transformé rapidement en un pouvoir cherchant à remettre le pays sur la voie conservatrice. Toutefois, ce qui n'aurait pu être qu'un revanchisme partisan a pris la forme d'un racisme anti-Autochtones manifeste: c'est ainsi que l'ont vécu, par exemple, les habitants à forte majorité aymara de la populeuse ville de El Alto, voisine de La Paz, en voyant comment des manifestants brûlaient des *wiphalas* (le drapeau des nations indigènes) sur la place publique et traitaient les partisans du MAS de « hordes », faisant référence à la façon raciste dont on parlait dans le passé des « hordes d'Indiens ». La répression qui s'est abattue dans des localités autochtones telles que Senkata, où dix personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, en a été une autre manifestation.

En obtenant la majorité aux deux chambres, le 18 octobre dernier, le MAS s'est imposé comme une force incontournable, mais il ne sera plus le parti hégémonique qu'il a été.

Les nouvelles autorités ont fait une très mauvaise lecture de la situation. Elles prévoient que, sans les leviers de l'État, le MAS se dégonflerait. Or, contrairement à la chute du président Gonzalo Sanchez de Lozada lors de la « guerre du gaz » en 2003 – qui fut celle d'un président qui n'avait presque aucune légitimité politique –, le MAS avait une large base sociale et électorale qui, quoique affaiblie, lui assurait plus de 45% des voix en 2019. Pendant que ses adversaires rivalisaient prématurément pour la présidence, le MAS s'est attelé à sa reconstruction, à partir des zones rurales et des quartiers populaires périphériques, s'appuyant sur le Congrès (où il possédait toujours les deux tiers des sièges) et des organisations sociales, notamment le Pacte de l'Unité qui regroupe différents syndicats paysans.

Il faut souligner que le MAS est un parti *sui generis*, qui se présente lui-même comme « l'instrument politique » des organisations sociales. Il est, de fait, la voie d'accès aux fonctions publiques pour les personnes issues des classes populaires. Ses listes de candidats essaient de préserver un certain



Luis Arce Catacora lors d'un événement de campagne en septembre dernier dans la ville de El Alto, bastion du Mouvement vers le socialisme (MAS).
Photo: PC/Juan Karita.

équilibre corporatif: les différentes communautés autochtones et les organisations de paysans, de mineurs, de vendeurs informels et de routiers, entre autres, y cherchent leur place, ce qui donne souvent lieu à de fortes luttes internes. Se joignent à eux des «invités» issus des classes moyennes professionnelles, jamais vraiment considérés comme partie intégrante de ce parti à forte majorité paysanne. Si, au fil des ans passés au pouvoir, la mystique politique du MAS s'était érodée, laissant place à une certaine bureaucratisation des organisations sociales, la persécution judiciaire et la répression subies aux mains du gouvernement transitoire de Jeanine Áñez lui ont permis de recouvrer sa mystique et son lien avec «ceux d'en-bas».

Le camp opposé au MAS, pour sa part, était divisé entre trois tendances. D'abord, celle de l'ex-président Carlos Mesa, trouvant des appuis dans les classes moyennes urbaines et «blanches» de l'ouest du pays. Ensuite, celle incarnée par Luis Fernando Camacho, l'homme fort de Santa Cruz, au discours conservateur et régionaliste qui fait l'éloge du «modèle *cruceño*» soi-disant basé sur l'entreprenariat et l'initiative individuelle, en opposition à «l'étatisme andin». Et enfin, celle de la sénatrice Jeanine Áñez, dont la popularité assez élevée au début de son passage au pouvoir a baissé au point où elle a dû renoncer à sa candidature en septembre dernier, son gouvernement transitoire n'ayant pas été en mesure de faire face efficacement à la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences désastreuses sur l'économie.

Dans ce contexte, le MAS, avec un Evo Morales en exil qui a néanmoins été élu directeur de campagne, a opté pour le compromis en choisissant comme candidats à la présidence et à la vice-présidence Luis Arce Catacora et David Choquehuanca. Le premier a été ministre de l'Économie pendant le gouvernement Morales (2006-2017 et 2019) et le principal architecte du «miracle économique»; le second a été ministre des Affaires étrangères (2006 à 2017) et bénéficie d'un large soutien dans la région aymara de l'Altiplano. Faisant preuve d'autocritique, Arce Catacora insista sur

le fait qu'il ne resterait pas au pouvoir au-delà des cinq ans du mandat. Choquehuanca, pour sa part, appela à l'ouverture du prochain gouvernement aux générations montantes. De nouvelles figures occupèrent aussi l'avant-scène de la campagne électorale. Parmi celles-ci, Andrónico Rodríguez, vice-président des Six fédérations du Tropique de Cochabamba, l'entité syndicale des paysans cultivateurs de coca dont Evo Morales continue d'être le président. À 32 ans, détenteur d'un diplôme en science politique de l'Université Mayor de San Simón, à Cochabamba, Rodríguez est un représentant des nouvelles générations de paysans qui entretiennent des relations plus fluides avec le monde urbain – ce que l'anthropologue Alison Spedding appelle les «semi-paysans», pour rendre compte des changements sociaux dans la ruralité bolivienne.

Le nouveau gouvernement

En obtenant la majorité aux deux chambres (la Chambre des députés et le Sénat), le 18 octobre dernier, le MAS s'est imposé comme une force incontournable, mais il ne sera plus le parti hégémonique qui a contrôlé longtemps les deux tiers du Congrès et, partant, le système judiciaire et les autres appareils de l'État, parfois sans grande vision pluraliste. C'est cette accumulation des pouvoirs, au fond, qui a engendré la crise de 2019 et qui a suscité le rejet d'une partie de la population. Quelques anciens ministres ont reconnu que la recherche de la réélection illimitée a été la principale erreur de Morales. Il n'était pourtant pas le seul à pouvoir garantir la victoire au MAS. Mais il y a plus: le leadership de Morales a longtemps reposé sur l'idée quelque peu romantique qu'il n'était qu'un paysan comme les autres, alors que pour justifier son maintien au pouvoir, il fallait faire de lui un leader exceptionnel, ce qu'on a tenté de faire au moyen de diverses formes de culte de la personnalité, sans grand succès.

Ceci dit, son retour en Bolivie a montré qu'il continue d'être une figure populaire. Pour l'instant, l'ex-président a installé son bureau dans son fief, le Chapare, d'où il dirige le MAS et le Pacte de l'Unité, cherchant à regagner son image de leader politique issu des mouvements sociaux, érodée par tant d'années au pouvoir. Nous sommes face à une situation inédite, dont le dénouement reste incertain: l'État et le parti sont désormais dirigés par deux figures différentes. L'une et l'autre devront trouver leur juste place: Morales comme chef du parti et ex-président encore puissant, et Arce Catacora en bon économiste, devenu président. ©

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

1. Voir Gabriel Hetland, «The OAS helped undermine, not restore, democracy in Bolivia», *The Washington Post*, 7 mars 2020.